gré son jeune âgé, est condamné à la peine de mort.

"Dieu jugera les juges!" s'écrie M. Saint-Appert, en se levant et en montrant le Christ."

Les fruits de cette éducation, vous les trouverez encore dans les assassinats dont les chefs d'Etat ne peuvent se défendre, malgré la protection que leur donne une armée d'un demi-million d'hommes. Un beau jour, un président de république se met en voyage, et il est à peine arrivé qu'un gamin, un loutreux sort de la foule et lui plante son poignard dans le ventre. Si vous laissez les idées modernes en matière d'éducation pénétrer dans votre pays, attendez-vous à un avenir sombre et chargé de nuages.

La première direction que j'ai à donner aux catholiques de ce diocèse, pour les prochaines élections, c'est de ne donner leurs votes qu'à des candidats qui s'engageront à voter en faveur d'une loi réparatrice acceptée par les évêques. N'oubliez pas que ce vote sera de la plus haute importance. Ma seconde direction c'est de vous engager à mettre de côté tout esprit de parti, quel qu'il soit, et de juger hommes et choses au point de vue des principes et de l'enseignement catholiques. C'est ce que vous ferez courageusement, comme catholiques, comme Canadiens, comme citoyens, et le bon Dieu bénira vos efforts et vous permettra de recueillir ici-bas un avant-goût du bonheur qu'il réserve à ses élus.

LETTRE DE MGR O'BRIEN

Il dénonce l'enquête Laurier comme un faux tuyau et une injustice.

Les actes du gouvernement parlent plus haut que les motifs douteux des libéraux.

Le "*Casket d'Antigonish*", publie l'importante lettre de Mgr O'Brien, archevêque d'Halifax, sur la question des écoles de Manitoba.

Rome, 6 mai 1896.

A mon arrivée d'Orient, il y a quelques jours, j'ai appris, par les rapports du Parlement et par les journaux, le sort de la loi réparatrice. Il est à peine besoin de dire que c'a été une surprise pour moi et aussi un sujet de regret. J'avais tellement foi au bon sens de mes compatriotes et en leur loyauté à notre incomparable Constitution, pour ne pas parler de leur amour de la justice, qu'il semblait qu'il serait injurieux d'avoir des doutes sur l'unanimité que la Chambre mettrait à maintenir cette Constitution et à décider une fois pour toutes qu'au Canada il y a aussi peu de place pour les brandons de discorde religieuse que pour les dupeurs politiques. La noble conduite des Communes, en deux occasions antérieures, justifiait cette foi. QUI SE SERAIT IMAGINE QUE DES HOMMES PUBLICS CANADIENS, AU-DEDANS COMME AU-DEHORS DU PARLEMENT, AURAIENT CONVERTI UNE QUESTION PUREMENT CONSTITUTIONNELLE EN UNE PURE QUESTION DE PARTI OU AURAIENT CHERCHE A PERPETUER UNE INJUSTICE RECONNUE, au risque d'amener une ère de guerre religieuse sans sens commun et de rétrogradation nationale. Le pire ennemi de notre pays est celui qui sème la discorde